

Villiger, Carole: *Usages de la violence en politique (1950–2000)*. Lausanne: Antipodes 2017. ISBN: 978-2-88901-090-5; 296 S.

Rezensiert von: Niels Rebetez, Université de Fribourg

Dans cet ouvrage, Carole Villiger s'attache à déconstruire le lieu commun d'une Suisse d'après-guerre tranquille, épargnée par les conflits violents qu'ont connu d'autres pays voisins ou lointains. Bien au-delà de cette image de quiétude, elle montre que la Suisse a été le théâtre d'actes politiques violents sur toute la deuxième moitié du 20^e siècle. En s'intéressant à la violence à caractère politique, elle comble une lacune dans la recherche sur les mouvements sociaux helvétiques pendant la période de la guerre froide. L'ouvrage propose une perspective à la fois historique et sociologique, et adopte une approche centrée sur les acteurs et actrices, dans la continuité des travaux les plus récents sur les mobilisations collectives.¹ Si certains actes politiques violents sont déjà bien connus dans l'historiographie suisse, l'approche, les sources et l'analyse mobilisées ici livrent des résultats nouveaux et convaincants.

Carole Villiger propose un tour d'horizon des actions politiques violentes en cinq chapitres, organisés selon l'orientation politique de leurs auteur.e.s, et leur résonance nationale et internationale. Les nombreuses sources qu'elle a recueillies en Suisse et en Allemagne sont riches, malgré des restrictions d'accès, des archives lacunaires et de nombreux refus de participation de la part de témoins. Elle combine des coupures de presse, les archives de groupes militants, celles de la police fédérale, des témoignages publiés ainsi que des sources orales.

Le chapitre 1 est consacré au conflit jurassien entre la fin des années 1950 et le début des années 1990, à ce jour bien documenté. Carole Villiger complète ces études en analysant les ressorts de l'engagement individuel dans ce contexte social et politique particulier, à partir de l'exemple d'un militant séparatiste.

Le chapitre 2, le plus long, se penche sur l'extrême gauche des années 1960 à la fin de la guerre froide. Il est l'un des plus intéressants et novateurs du livre, en particulier lorsque

l'historienne étudie l'appréhension et la réaction de la police et de la justice face aux actions violentes issues de ces milieux. Carole Villiger fait une démonstration solide et passionnante de l'intrication de plusieurs facteurs dans l'interprétation de ces actions par la police et la justice, et présente ainsi des résultats inédits quant à l'histoire des mouvements d'extrême gauche en Suisse. Si tous ces mouvements suscitent la méfiance et la surveillance de la police, elle montre que le degré de répression et de sanction est tributaire du courant d'où proviennent les actions violentes. Ainsi, les mouvements et individus qui remettent en cause l'existence de l'Etat (les anarchistes) ou ébranlent l'ordre social (les autonomes) sont davantage sanctionnés que ceux qui s'attaquent à un domaine particulier de la politique gouvernementale (les anti-nucléaires). Ensuite, le moment historique de la réaction des autorités a également un impact. A ce titre, sa démonstration autour de l'entrée de la catégorie « terrorisme » dans le vocabulaire de la police fédérale dans les années 1970, pour qualifier quasi exclusivement des actions en provenance de l'extrême gauche, est remarquable. Enfin, le lieu influence aussi l'appréhension du danger et la tolérance varie selon les aires linguistiques.

Le chapitre 3, dédié à l'extrême droite, est nettement plus court que celui consacré à l'extrême gauche. Cette brièveté est le reflet de la disparité des sources entre ces deux pôles politiques, les documents autour de l'extrême droite étant lacunaires, plus difficiles ou impossibles d'accès. La disponibilité réduite des sources traduit également la surveillance moindre de l'extrême droite par la police, ainsi qu'un décalage temporel dans ses activités, qui se sont intensifiées à partir des années 1980 et n'étaient pas terminées à la fin de la période étudiée. Malgré un nombre d'actions violentes plus élevé sur une période plus courte et qui ont surtout visé des personnes, Carole Villiger montre que l'extrême droite a été moins surveillée et sanctionnée que l'ex-

¹Eitan Y. Alimi / Chares Demetriou / Lorenzo Bosi (eds), *The Dynamics of Radicalization. A Relational and Comparative Perspective*, Oxford 2015; Lorenzo Bosi / Chares Demetriou / Stefan Malthaner (eds), *Dynamics of Political Violence. A Process-Oriented Perspective on Radicalization and the Escalation of Political Conflict*, Farnham 2014.

trême gauche. Sa démonstration, probante, se base sur l'analyse des discours policiers et judiciaires relatifs aux actions violentes de l'extrême droite. L'argument le plus intéressant qu'elle met en évidence consiste en une minimisation du degré de gravité et une dépolitisation des actions violentes de l'extrême droite; ce qui explique pourquoi la répression à leur rencontre, tardive, a porté essentiellement sur le désordre social qu'elles entraînaient et non sur leurs motivations politiques racistes.

Le chapitre 4 s'intéresse aux réseaux transnationaux européens – principalement allemands et italiens – qui ont été actifs en Suisse. Il montre que le soutien de mouvements et d'activistes suisses a surtout été indirect, que ce soit à l'extrême gauche ou à l'extrême droite. En écho aux chapitres 2 et 3, Carole Villiger expose l'appréhension différenciée de ces réseaux par la police : considérant les réseaux d'extrême gauche comme des groupes structurés et donc dangereux pour l'Etat, elle s'est peu intéressée aux mouvements d'extrême droite avant les années 1990, minimisant leur potentiel de menace et l'extériorisant sur les pays voisins. Carole Villiger nuance toutefois cette différenciation, non opérante quand il s'est agi d'arrêter des ressortissant.e.s de pays européens militant dans des groupes armés alors qu'ils et elles transitaient par la Suisse. La police n'a dans ce cas pas fait, sauf rares exceptions, de différence entre activistes d'extrême gauche et d'extrême droite.

Le chapitre 5 est finalement consacré aux actions violentes liées aux conflits de décolonisation et de libération sur le territoire helvétique – la guerre d'Algérie à la fin des années 1950, les actions de mouvements armés palestiniens dans les années 1960 et 1970, et arméniens dans les années 1980. Carole Villiger se penche particulièrement sur la cause palestinienne, soutenue tant à l'extrême gauche qu'à l'extrême droite en Suisse, ici aussi de manière surtout indirecte. Elle met en évidence la grande difficulté des autorités helvétiques face aux actions violentes insérées dans ces luttes de décolonisation et de libération. La dimension internationale, la multiplication des niveaux, des acteurs et des actrices, et l'implication d'autres Etats – qui soutiennent et

protègent des organisations armées ou participent secrètement à ces actions violentes –, ont rendu quasiment impossible un traitement judiciaire régulier de celles-ci, montrant ainsi les limites de l'entraide internationale face à la défense des intérêts nationaux.

Dans sa conclusion, Carole Villiger apporte des éléments complémentaires en lien avec le choix de l'action violente, son rôle pour les individus et les mouvements qui ont opté pour elle et les réactions de la police et de l'Etat. Après avoir déconstruit le mythe d'une Suisse exempte de violence politique dans l'après-guerre, elle appelle à penser la violence comme une « catégorie mouvante » (p. 268), fruit de multiples facteurs, et dépendante du contexte et du regard porté sur elle, à la croisée des pratiques et des représentations.

A la lecture de cet ouvrage passionnant, l'on note ci et là quelques rares coquilles (quelques dates mal reportées (pp. 67, 154 et 248) et le nom d'une activiste mal orthographié). Ce détail n'entame évidemment pas la qualité de l'ouvrage de Carole Villiger, la richesse de ses sources si difficiles à rassembler, sa maîtrise de la littérature sur les mobilisations collectives, la solidité de son argumentation et ses résultats. Sa recherche représente une nouvelle pierre importante à l'édifice de l'histoire des mouvements sociaux en Suisse au 20e siècle. Sa lecture est d'autant plus recommandée aux personnes nées après la guerre froide, qui n'ont pas connu ces années marquées par des actions violentes et s'étonneront de découvrir une Suisse passablement différente de l'image courante.

HistLit 2018-1-177 / Niels Rebetez über Villiger, Carole : *Usages de la violence en politique (1950-2000)*. Lausanne 2017, in: H-Soz-Kult 26.03.2018.